

International

LA SÉCURITÉ AU MEXIQUE SOUS LA PRÉSIDENTE D'AMLO : PROMESSES DE PAIX, PERSISTANCE DE LA VIOLENCE

Alexandre Agache

15/10/2024

À l'heure où Claudia Sheinbaum accède à la présidence du Mexique, le pays est toujours en proie à l'insécurité. Quel bilan tirer du mandat de son prédécesseur, Andrés Manuel López Obrador (AMLO), en la matière, alors qu'en 2018, face à une recrudescence de la violence, il avait annoncé vouloir réduire la criminalité en s'attaquant à ses facteurs structurels – pauvreté et inégalités ? Alexandre Agache, étudiant à l'Institut d'études politiques de Lille et à Paris-Nanterre, analyse l'évolution de la situation pendant son sextennat.

Le 2 juin 2024, avec 20 286 postes électifs renouvelés le même jour¹, le Mexique a connu les plus grandes élections de son histoire. Cette échéance nationale représente l'occasion d'effectuer un bilan en matière de sécurité du mandat présidentiel d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO), de décembre 2018 à septembre 2024. La période électorale, marquée par les assassinats de 41 candidats politiques² en 2024, a rappelé la prévalence de la violence au Mexique. Lors de son investiture le 1^{er} décembre 2018, AMLO, désormais président sortant, s'engageait pourtant à lutter contre les violences et à entreprendre la construction de la paix. Il promettait la rupture avec la « guerre contre le narcotrafic », initiée par le président Felipe Calderón (2006-2012) en décembre 2006 et subrepticement perpétuée par le président Enrique Peña Nieto (2012-2018), et annonçait un changement de paradigme en matière de sécurité, insistant sur la nécessité de s'attaquer aux racines de la violence – pauvreté et inégalités – plutôt que d'y répondre par la force.

Rappelons que depuis le début des années 2000, le Mexique est confronté à une violence chronique, notamment liée à la montée en puissance du crime organisé, qui s'est renforcée sous la présidence de Vicente Fox (2000-2006)³. En 2008, le Global Peace Index, qui classe les pays du monde en fonction de leur degré de pacifisme⁴, positionnait le Mexique à la 115^e place sur 162 pays⁵. En 2018, à l'arrivée au pouvoir d'Andrés Manuel López Obrador, la situation sécuritaire s'était encore détériorée, plaçant le Mexique au 139^e rang sur 163. Si la politique sociale d'AMLO a obtenu de bons résultats, ceux-ci ne se sont en rien traduits par une diminution de la violence, qui a même

augmenté pour atteindre un niveau record. La gestion gouvernementale en matière de corruption et d'impunité a également été critiquée. Enfin, la promesse d'une rupture dans la politique de sécurité suscite des interrogations. Malgré sa rhétorique en faveur de la non-confrontation avec le crime organisé, l'ancien président a conservé certains aspects des stratégies sécuritaires de ses prédécesseurs, en particulier la militarisation croissante de la sécurité publique.

À l'arrivée au pouvoir d'AMLO, des promesses de sécurité sans lendemain

Construire la paix par une rupture dans la réponse apportée face à la violence

À son arrivée au pouvoir en décembre 2018, AMLO souhaite rompre avec les politiques menées en matière de sécurité par ses prédécesseurs, Felipe Calderón et Enrique Peña Nieto. Pendant son mandat (2006-2012), Felipe Calderón déploie massivement l'armée pour tenter de réduire le pouvoir des cartels, restaurer l'ordre public et lutter contre la corruption. Cette confrontation avec les narcotrafiquants est un échec. Les violences explosent⁶ et s'immiscent dans la vie quotidienne de la population mexicaine⁷. Lorsqu'Enrique Peña Nieto arrive au pouvoir, il annonce rompre avec la stratégie de Felipe Calderón face au narcotrafic. Ilán Bizberg souligne toutefois que la « guerre contre la drogue » initiée par le gouvernement de Felipe Calderón continue plus discrètement sous la houlette d'Enrique Peña Nieto⁸. S'il réussit dans un premier temps à réduire le taux de violence, ce n'est que temporaire. Pendant son mandat, le président dépasse le triste record de son prédécesseur, enregistrant 129 000 homicides volontaires⁹.

À sa prise de fonctions, AMLO hérite d'une situation sécuritaire erratique. Il promet alors de s'attaquer aux causes structurelles de la violence, et annonce un changement de paradigme en matière de sécurité, sobrement résumé par la formule « Abrazos, no balazos »¹⁰. Prononcée pour la première fois en 2012¹¹, la formule est caractéristique de sa politique en matière de sécurité. Elle repose sur un couplage causal entre la lutte contre le chômage et la pauvreté, et le combat contre la criminalité. Il ne s'agit pas d'utiliser des « méthodes coercitives » pour combattre la violence, mais d'améliorer « les conditions de vie et de travail de la population, avec une attention particulière pour les jeunes », affirme-t-il¹². Fraîchement élu, Andrés Manuel López Obrador reprend ces idées et détaille, en novembre 2018, son « Plan national de paix et de sécurité (2018-2024) »¹³. Plutôt que de combattre « le feu par le feu » par une confrontation directe des forces armées avec les narcotrafiquants, AMLO propose d'« affronter le mal par le bien »¹⁴.

« Abrazos, no balazos », une nouvelle voie pour plus de sécurité au Mexique ?

Au début de son mandat, Andrés Manuel López Obrador entend mener une politique de régulation de la criminalité fondée sur plusieurs axes de politiques publiques. Persuadé que la criminalité prend racine dans l'exclusion sociale, les inégalités et la pauvreté, le président annonce une augmentation conséquente et annuelle du salaire minimum, la création de programmes sectoriels de développement, régionaux et à court terme¹⁵, ainsi que des investissements dans les infrastructures et les services de santé. Garantir l'emploi, l'éducation, la santé et le bien-être sont autant d'objectifs affichés¹⁶.

De plus, l'ancien président s'engage à repenser la sécurité nationale et à redéfinir le rôle des forces armées. Si AMLO promettait de « renvoyer les militaires dans leurs casernes¹⁷ », il souhaite entre-temps créer une garde nationale chargée de préserver la sécurité publique, prévenir les délits et combattre la délinquance¹⁸. Il y fait de nouveau référence lorsqu'il annonce son « Plan de développement national (2019-2024)¹⁹ », cinq mois après son investiture. Andrés Manuel López Obrador promet une institution à caractère mixte, à la fois civile et militaire, sous l'égide du ministère de la Sécurité et de la Protection citoyenne (SSPC). Il entend fonder un organe commandé par un corps civil, dont les membres disposeraient d'une formation, d'une hiérarchie et d'une structure militaires, garantissant la discipline. L'idée est de créer une institution chargée de la sécurité publique qui soit plus juste, composée de membres mieux formés et rémunérés, afin de remplacer la police fédérale, perméable à la corruption.

Cette restructuration des forces armées s'inscrit également dans son programme de lutte contre la corruption et l'impunité. Face à la persistance de « réseaux de complicité institutionnelle²⁰ », AMLO promet plusieurs mesures : la typification juridique de la corruption comme « délit grave », l'obligation des déclarations fiscales, d'intérêts et de patrimoines pour les fonctionnaires, la mise en place d'une politique d'éradication des paradis fiscaux, le contrôle des marchés publics ou encore la mise en place de politiques contre le blanchiment d'argent²¹. Comme le soulignent Roberto Zepeda et Jonathan Rosen, ces ambitions affichées semblent pertinentes dans la mesure où le « haut niveau de corruption et d'impunité dans l'appareil judiciaire » est un des facteurs politico-institutionnels sous-jacents qui explique la recrudescence de la violence au Mexique²². En 2018, le pays était classé 138^e sur 180 pays dans le classement de l'Indice de perception de la corruption, réalisé par l'association Transparency International²³.

Corollaire de la corruption, l'impunité est elle aussi dans le viseur d'AMLO. En ce sens, l'ancien président s'engage à bannir les différentes formes de criminalité (torture, disparition, assassinat)

commises par les forces de sécurité de l'État²⁴, qui jouissent en grande majorité d'une impunité garantie par la classe politique dirigeante²⁵. Il s'engage à sanctionner les violations des droits humains et à criminaliser « le non-respect des recommandations des commissions des droits de l'homme²⁶ ». Ces engagements s'inscrivent dans un contexte politique marqué par des affaires visibilisant les cas d'impunité. Le mandat d'Enrique Peña Nieto est par exemple entaché par l'enlèvement et la disparition de 43 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa en septembre 2014²⁷. Dix ans après, la vérité sur ces enlèvements et l'implication exacte des autorités mexicaines ne sont toujours pas connues.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

2024 : un funeste bilan sécuritaire

Une politique sociale audacieuse mais inefficace contre les violences

Andrés Manuel López Obrador a mis en place une politique sociale ambitieuse, visant à sortir les plus démunis de la pauvreté et, par extension, du narcotrafic. Entre 2019 et 2024, 7,9 milliards de pesos ont été investis dans le cadre de projets prioritaires visant à protéger les plus vulnérables²⁸. Ce qui a permis, entre autres, d'augmenter le salaire minimum de 117% pendant son mandat²⁹ et de développer de nombreux programmes sociaux, précédemment mentionnés. Toutefois, « il n'y a aucune évidence quant à l'efficacité de ces programmes sociaux pour réduire la criminalité », expose María Martínez Trujillo, chercheuse au Centre de recherches internationales de Sciences Po Paris et au Tec de Monterrey³⁰, du fait de l'absence de données permettant d'évaluer les politiques publiques menées. Ces programmes sociaux manquent de transparence. Il est difficile d'examiner la pertinence de ces derniers car l'administration actuelle a réduit les budgets de certains instituts d'évaluation et n'est pas foncièrement favorable à l'évaluation des politiques publiques³¹.

María Martínez Trujillo souligne à ce titre la logique de « criminalisation de la pauvreté » à l'œuvre durant la gouvernance d'AMLO : « cette obsession pour les classes les plus précarisées ne doit pas faire oublier la présence, elle aussi importante, des classes moyennes et supérieures dans le crime organisé, notamment lors du processus de blanchiment d'argent³² ». La chercheuse estime que

l'idée selon laquelle les personnes issues de milieux défavorisés n'ont d'autres opportunités que d'intégrer le narcotrafic est marquée par une « obsession pour les classes les plus précarisées ». Lier le seul critère économique à la réduction des violences limite d'ailleurs l'analyse du phénomène de la criminalité, ajoute Cecilia Farfán-Méndez, directrice des programmes de recherche sur la sécurité au Centre d'études américano-mexicaines de l'université de Californie³³.

Entre engagements non tenus et léthargie : AMLO face aux violences

Andrés Manuel López Obrador a bien opéré un changement en matière de réponse aux violences commises par les narcotrafiquants, en mettant un terme à la confrontation directe de l'armée avec ces derniers. María Martínez Trujillo relève « une forme de passivité sur certains points », les forces armées disposant toujours de la prérogative de sécurité publique et demeurant déployées dans les zones dangereuses du pays, mais n'intervenant pas en cas de violences. Dans la ville d'Acapulco, 10 500 militaires et soldats de la garde nationale sont déployés depuis novembre 2023³⁴. Pourtant, le nombre d'homicides ne cessent d'y augmenter ces dernières années, jusqu'à atteindre 338 assassinats entre janvier et juin 2024³⁵, soit une hausse de 30% par rapport à 2023 sur la même période.

Outre la politique sociale susmentionnée et le changement de paradigme en matière de lutte contre le narcotrafic, aucune vision stratégique en matière de sécurité ne semble avoir été mise en place pendant le mandat d'AMLO. Contrairement à ce qu'il avait annoncé, l'ancien président n'a pas entrepris de changement structurel ni contribué à l'apaisement du pays comme il l'entendait. Si, en 2018, il a fait de la lutte contre la corruption et l'impunité le fer de lance de son début de mandat, les deux phénomènes socio-politiques ont continué de prospérer. Certes, le Mexique est remonté de la 138^e à la 126^e place dans le classement d'indice de perception de la corruption entre 2018 et 2023³⁶. Toutefois, les résultats sont loin des ambitions initiales du gouvernement. L'organisation World Justice Project, qui classe les pays en fonction du taux de corruption, indique une régression du Mexique dans le classement de 2023, par rapport aux années 2017 et 2018³⁷. Le mandat d'AMLO n'a rien changé en termes de lutte contre la corruption, qui reste un phénomène endémique. Plusieurs scandales impliquant des proches du président mexicain sont d'ailleurs à mentionner³⁸. De la même manière, le mandat d'AMLO n'a pas permis de combattre l'impunité. D'après le rapport *Hallazgos 2022* publié en 2023 par le think tank México Evalúa, 96,3% des délits restent impunis³⁹ en 2022. Ces cas, bien qu'ils aient été portés à l'attention des autorités, n'ont pas été résolus ou ni fait l'objet d'une enquête. Il s'agit d'une hausse de 0,2 point en comparaison à 2018⁴⁰. 95,7% des homicides volontaires restent d'ailleurs impunis à l'échelle nationale et 100% des homicides volontaires, féminicides, disparitions, viols et séquestrations sont impunis dans la ville de Mexico cette même année. Cette impunité est d'ailleurs étroitement corrélée à la persistance de la corruption, car

« même [le fait de] porter plainte est risqué », explique María Martínez Trujillo, certaines victimes recevant des messages de menaces avant même la fin du dépôt de plainte.

Votée le 11 septembre dernier, la réforme du pouvoir judiciaire, voulue par AMLO et soutenue par Claudia Sheinbaum, la nouvelle présidente du Mexique investie le 1^{er} octobre, ne va pas non plus dans le sens de la lutte contre l'impunité. L'élection des juges directement par les citoyens risque d'entraîner une perte d'indépendance de la justice vis-à-vis du pouvoir politique, qui ne pourrait alors plus enquêter et juger en toute liberté. Cette confusion des pouvoirs pourrait ainsi pérenniser les logiques de corruption et d'impunité déjà à l'œuvre au Mexique.

Les engagements de l'ancien président sur la sécurité n'ont jamais dépassé le stade du discours. Le changement est rhétorique : si Felipe Calderón adoptait un discours agressif et belliqueux à l'égard des cartels, AMLO choisit une communication opposée, fraternelle, réconciliatrice, voire conciliante. La formule « Abrazos, no balazos » est davantage un « slogan qui a permis à AMLO de se différencier des précédentes administrations » qu'une véritable stratégie de gouvernement, souligne Cecilia Farfán-Méndez⁴¹. Sa rupture dans le discours et sa communication soignée masquent son inaction face aux violences, qui ne cessent de croître.

Le mandat le plus meurtrier de l'histoire du Mexique

Le mandat d'AMLO est ainsi marqué par le plus grand nombre d'assassinats jamais enregistré de l'histoire du Mexique. 199 619 homicides volontaires ont été commis depuis son investiture⁴², soit une hausse de 88% vis-à-vis du sextennat de Felipe Calderón⁴³ et de 55% par rapport à Enrique Peña Nieto. En tendance, les assassinats augmentent depuis 2015⁴⁴, atteignant leur pic en 2020, avec 36 773 homicides volontaires. Depuis, une baisse substantielle est à souligner, bien que ces chiffres restent inédits, avec une moyenne annuelle dépassant les 30 000 meurtres au cours du dernier sextennat. Toutefois, selon María Martínez Trujillo⁴⁵, cette tendance baissière doit être nuancée pour deux raisons. D'une part, la baisse des homicides volontaires peut s'expliquer par une requalification d'une partie d'entre eux en homicides involontaires. D'autre part, le Mexique fait face à une tendance croissante des disparitions. La Commission nationale de recherche (CNB) dénombre 46 347 personnes disparues supplémentaires sous AMLO⁴⁶. Les quatre premières années de son sextennat, le nombre de personnes disparues a augmenté de 27,69%⁴⁷. Andrés Manuel López Obrador défend quant à lui son bilan sécuritaire en mentionnant une baisse des disparitions entre 2018 et 2023. Cette diminution est en réalité davantage liée à une réévaluation statistique qu'à un ralentissement effectif⁴⁸.

Les cas de féminicides ont eux aussi augmenté⁴⁹. 4 791 femmes ont été assassinées depuis 2019,

soit une moyenne de 958 féminicides par an. À titre de comparaison, 690 féminicides étaient en moyenne annuellement enregistrés sous le mandat d'Enrique Peña Nieto.

Le sexennat d'AMLO est aussi marqué par une hausse sans précédent des attaques contre les journalistes. 3 408 attaques⁵⁰ ont été recensées par l'association de défense de la liberté d'expression et d'information, Artículo 19, avec en moyenne une agression toutes les quatorze heures⁵¹. Si les 47 assassinats et 4 disparitions de journalistes sont comparables aux chiffres du sexennat d'Enrique Peña Nieto, les cas d'attaques enregistrés sont en hausse de 62%⁵². Le Mexique est remonté de la 144^e à la 121^e place entre 2019 et 2024 dans le classement annuel de la liberté de la presse, publié par Reporters sans frontières (RSF)⁵³. Toutefois, les violences à l'égard de la presse restent alarmantes. Andrés Manuel López Obrador « n'a pas fait de leur protection [celle des journalistes] une priorité et a laissé prospérer une spirale de violence contre la presse », déplore Artur Romeu, directeur du bureau Amérique latine de RSF⁵⁴. AMLO a d'ailleurs contribué à ce climat d'hostilité à l'égard des journalistes, en critiquant publiquement ceux en désaccord avec sa politique⁵⁵. Ces chiffres restent extrêmement élevés et démontrent l'échec d'AMLO qui promettait « qu'il n'y aurait plus de journalistes assassinés » lors de son discours d'investiture au Zocalo⁵⁶.

En outre, les violences électorales connaissent des niveaux sans précédent. L'ONG spécialisée dans la collecte de données sur les conflits, l'Armed Conflict Location and Event Date (ACLED), a enregistré 330 incidents violents contre des figures politiques au cours du processus électoral 2023-2024, contre 257 en 2020-2021⁵⁷. Si ces chiffres sont colossaux, ils sont à nuancer compte tenu du nombre inédit de postes à pourvoir lors des cycles électoraux de 2020-2021 et 2023-2024. Le sexennat d'AMLO cumule 85 assassinats de candidats politiques, contre 54 sous Enrique Peña Nieto et 7 sous Felipe Calderón⁵⁸. Publié en mai 2024, l'étude *Urnas y Tombas* revient sur les 32 assassinats de candidats politiques lors du processus électoral 2020-2021 : « Ces niveaux élevés de violence nuisent à la qualité de la démocratie et de la gouvernance du pays (...) La violence électorale croissante est de plus en plus préoccupante pour les institutions électorales au Mexique⁵⁹ ».

En conséquence de la hausse globale des violences, les déplacements internes forcés se multiplient. La Commission mexicaine de défense et de promotion des droits de l'homme enregistre en 2023 une augmentation de 160% des cas de déplacement de population causés par des violences, par rapport à 2022⁶⁰. Le représentant au Mexique du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme rappelait déjà en 2021 qu'au moins 29 000 nouveaux déplacements massifs dus à la violence étaient enregistrés, contre 8 664 en 2019⁶¹.

La politique « Abrazos, no balazos » n’a donc pas permis de réduire les violences. Loin de la rupture annoncée, l’inaction en matière de sécurité a marqué de son sceau le dernier sextennat. AMLO a même accentué la militarisation – entendu comme le processus conférant davantage de pouvoirs aux forces armées – de la vie publique, dans la continuité des présidents Felipe Calderón et Enrique Peña Nieto.

Conclusion : la militarisation à marche forcée du Mexique

Le changement annoncé par AMLO n’est pas advenu. En dépit d’une rupture promise, c’est davantage l’inaction qui marque ces six dernières années en matière de sécurité. Par le biais d’initiatives législatives, d’accords et de décrets, Andrés Manuel López Obrador a octroyé un rôle considérable aux militaires. Sur les 87 initiatives législatives transférant des fonctions ou budgets civils aux forces armées présentées au Parlement entre septembre 2006 et août 2023, 77% l’ont été entre septembre 2018 et août 2023⁶², ce qui correspond aux deux dernières législatures, pendant lesquelles le parti présidentiel Morena disposait d’une majorité au Congrès⁶³. Seules 14 initiatives ont pour l’instant été approuvées, et 46 d’entre elles restent en attente de discussions législatives en commission. La militarisation de la société mexicaine se concrétise également par le biais de décrets du pouvoir exécutif fédéral⁶⁴, qui transfèrent des fonctions et budgets civils aux forces armées.

AMLO a d’ailleurs contredit sa promesse d’une gouvernance mixte (civile et militaire) de la garde nationale. Le 25 septembre dernier, le Sénat a approuvé l’amendement constitutionnel plaçant la garde nationale sous le contrôle de l’armée, désormais rattachée au Secrétariat de la Défense nationale (Sedena). Si l’ancien président avait déjà tenté de changer la Constitution pour ce faire et n’y était pas parvenu, faute d’une majorité nécessaire au Congrès, c’est désormais le cas depuis les élections législatives du 2 juin dernier⁶⁵. Soutenue par Claudia Sheinbaum, qui s’est engagée à poursuivre la politique menée par AMLO en matière de sécurité, la réforme de la garde nationale octroie davantage de moyens et de pouvoirs à la Sedena.

En outre, la stratégie de sécurité de la nouvelle présidente du Mexique repose sur quatre axes principaux : une attention portée aux causes de la violence ; l’approfondissement du travail de renseignement et d’enquête ; le renforcement de la garde nationale ; l’amélioration de la coordination entre les différents services en charge de la sécurité⁶⁶. Claudia Sheinbaum a d’ailleurs présenté le 8 octobre dernier sa « Stratégie de sécurité pour les cent premiers jours⁶⁷ ». Si la nouvelle présidente élue reconnaît, *a contrario* d’Andrés Manuel López Obrador, qu’il existe des États et des municipalités gangrénés par la violence du narcotrafic⁶⁸, elle souhaite en ce sens créer un cabinet de sécurité alternatif. Réduire l’incidence de la criminalité dans les dix municipalités les

plus dangereuses du Mexique, combattre la violence qui ravage l'État du Chiapas et lutter contre l'extorsion liée à la production de citrons dans le Michoacán sont autant de priorités affichées⁶⁹. Claudia Sheinbaum affirme par ailleurs vouloir diminuer l'incidence délictuelle, neutraliser les générateurs de violences et les réseaux criminels, ainsi que renforcer les capacités de prévention et la proximité des forces de police locales. Toutefois, elle n'entend pas remettre en question le pouvoir confié à l'armée sous le dernier sextennat, affirmant lors de son investiture que « quiconque croit que la garde nationale, qui fait partie de la Sedena, est une militarisation [du Mexique] se trompe totalement »⁷⁰. Cette réforme de la garde nationale s'inscrit pourtant dans la militarisation de la vie publique au Mexique, qui semble peu compatible avec le développement de la démocratie et la protection des droits humains. Ce renforcement croissant du rôle de l'armée, qui trouve de l'écho en Amérique latine, comporte des risques décrits par Brett J. Kyle et Andrew G. Reiter : « L'ombre des dictatures militaires qui ont sévi en Amérique latine au XX^e siècle devrait inspirer les dirigeants politiques d'aujourd'hui. (...) Se précipiter pour donner plus de pouvoir aux armées met à mal les garanties durement acquises contre la répétition des abus du passé⁷¹ ».

1. Chiffres de l'Institut national électoral pour les élections du 2 juin 2024.
2. Entre juillet 2023 et juin 2024, d'après l'étude *Votar entre Balas*, réalisée par *Animal Político*, *Data Cívica* et *México Evalúa*.
3. Roberto Zepeda et Jonathan Rosen, « *Violence et narcotrafic au Mexique: 2006-2018* », *Savoir/Agir*, 50, 2019, pp. 35-42.
4. Indice construit à partir de mesures issues de trois domaines (conflits domestiques et internationaux en cours, sécurité et sûreté sociales, militarisation nationale). Voir *Global Peace Index*, 2024 (annexe A).
5. Institute for Economics and peace, *Global Peace Index*, 2008.
6. En 2018, le taux d'homicides volontaires était de 23 pour 100 000 habitants (de 8 en 2007, il est passé à 16 en 2014 pour arriver à 21 en 2017). Roberto Zepeda et Jonathan Rosen, *op. cit.*, 2019, p. 36.
7. Julie Pontvianne, « *La guerre contre le narcotrafic de Felipe Calderón : de la crise sécuritaire à la tragédie humanitaire* », *Analecta Política*, 2021, pp. 6-25.
8. Ilán Bizberg, « *Mexique : de la violence et autres démons* », *Politique étrangère*, 2016, pp. 49-59.
9. Roberto Zepeda et Jonathan Rosen, *op. cit.*, 2019, p. 36.
10. « Des câlins, pas des tirs ».
11. AMLO, « *Abrazos y no balazos* » (conférence de presse), 11 avril 2012, Mexico, Mexique.
12. *Ibid.*
13. AMLO, « *Plan nacional de paz y seguridad (2018-2024)* » (discours), 14 novembre 2018, Mexico, Mexique.
14. Jonathan De Vicente Encarnación, « *AMLO: cinco años "apagando" el fuego con fuego* », *Animal Político*, 28 septembre 2023.
15. Comme les programmes *Jóvenes Construyendo el Futuro*, *Sembrando Vida*, *Instituto Nacional de Salud para el Bienestar*, *Universidades para el Bienestar*, *Becas* « Benito Juárez ».
16. AMLO, 2018, *op. cit.*, 2018.
17. Carolina García, « *Así era cuando AMLO prometía regresar a los militares a los cuarteles* », *El Universal*, 2022.
18. AMLO, *op. cit.*, 2018.
19. AMLO, « *Plan nacional de desarrollo (2019-2024)* » (discours), 1er mai 2019, Mexico, Mexique.
20. AMLO, *op. cit.*, 2018.

21. Ibid.
22. Roberto Zepeda et Jonathan Rosen, *op. cit.*, 2019, p. 37.
23. Transparency International, *Corruption perceptions Index 2018*, 2019.
24. AMLO, *op. cit.*, 2018.
25. Daniel Vázquez, « *El impacto de la impunidad en los derechos económicos y sociales* », *Este País*, 2019, pp. 2-12.
26. AMLO, *op. cit.*, 2018.
27. Sara González, « *Caso Ayotzinapa : diez años en busca de verdad y justicia para los 43 desaparecidos* », *El País*, 26 septembre 2024.
28. Yazmín Zaragoza et Fernanda García, « *Gobierno federal destina 7.9 billones de pesos a programas sociales y proyectos prioritarios* », *El Heraldo de México*, 31 juillet 2024.
29. Si l'on compare le revenu minimum moyen des six premiers mois de 2018 et 2024, d'après les chiffres issus de la *Secretaría del Trabajo y Previsión social et de la Comisión nacional de los salarios mínimos*.
30. María Martínez Trujillo, entretien avec l'auteur, 18 juillet 2024.
31. Ibid.
32. Ibid.
33. Cecilia Farfán-Méndez, entretien avec l'auteur, 12 juin 2024.
34. Arturo De Dios Palmas, « *Guardia Nacional no frena la violencia en Acapulco* », *El Universal*, 5 août 2024.
35. Argenis Salmeron, « *Se triplicaron en junio los homicidios en Acapulco respecto al mismo periodo de 2023 ; sumaron 77* », *El Sur Acapulco*, 2 juillet 2024.
36. Transparency International, *Corruption perceptions Index 2023*, 2024.
37. La note attribuée en 2017 et 2018 était de 0.31, contre 0.26 en 2023 (la note de 1.00 signifiant l'absence de corruption).
38. Notamment des soupçons de corruption relatifs à des contrats d'exploitation de mines à Oaxaca, visant son fils, ou les scandales vidéos de Carlos Ahumada, révélant la corruption de proches collaborateurs.
39. México Evalúa, *Hallazgos 2022 : seguimiento y evaluación del sistema de la justicia penal en México*, 2023.
40. México Evalúa, *Hallazgos 2018 : seguimiento y evaluación del sistema de la justicia penal en México*, 2019.
41. Cecilia Farfán-Méndez, *op. cit.*
42. Chiffres cités par *El Financiero* pour les homicides volontaires – féminicides compris – enregistrés entre décembre 2018 et septembre 2024, reprenant les statistiques de l'Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI), la *Secretariado Ejecutivo del Sistema Nacional de Seguridad Pública* (SESNSP) et la SSPC (consulté le 11 août 2024).
43. 106 000 homicides volontaires enregistrés sous Felipe Calderón, voir Roberto Zepeda et Jonathan Rosen, *op. cit.*, p. 36.
44. D'après les chiffres de l'INEGI.
45. María Martínez Trujillo, *op. cit.*
46. D'après les chiffres de la CNB, entre le 1^{er} décembre 2018 et le 1^{er} octobre 2024 (consulté le 7 octobre 2024)
47. Luis Alfredo Maza « *En el sexenio de AMLO sí han bajado los homicidios, pero aumentaron las personas desaparecidas* », *Animal Politico*, 28 juillet 2023.
48. Luis Fernando Lozano, « *Bajan casos registrados como secuestros pero crecen 37,2% los delitos contra libertad personal* », *Animal Politico*, 26 janvier 2024.
49. *Animal Politico*, *Disminuyeron los delitos con AMLO ?*, Dailymotion, février 2024.
50. Artículo 19, *Derechos pendientes : informe sexenal sobre libertad de expresión e información en México*, juillet 2024.
51. Ibid.
52. Ibid.
53. Reporters sans frontières, *Classement mondial de la liberté de la presse 2024*, 2024.
54. Reporters sans frontières, « *Mexique : « AMLO », presque six ans au pouvoir et aucune avancée pour la protection des*

- journalistes », 25 avril 2024.
55. AMLO a par exemple **révélé** lors d'une conférence de presse le numéro de téléphone d'une journaliste du *New York Times* qui enquêtait sur des soupçons de financement de sa campagne électorale de 2018 par le narcotrafic.
 56. Reporters sans frontières, *op. cit.*
 57. ACLED, « **Five key takeaways from the 2024 elections in Mexico** », juillet 2024.
 58. Chiffres issus du *Séptimo Informe de Violencia Política en México 2021*, auxquels s'ajoutent les assassinats de candidats politiques enregistrés par l'étude *Votar entre Balas* au cours du sextennat de López Obrador.
 59. Colegio de Mexico (dir. Sergio Aguayo), « **Análisis de los 32 homicidios de candidatos durante el proceso electoral de 2021** », *Urnas y Tumbas*, 2024.
 60. Verónica Espinosa, Patricia Mayorga y José Gil Olmos, « **Desterrados por el narco: El invisible desplazamiento forzado en México** », *Proceso*, 2 avril 2024.
 61. Guillermo Fernández-Maldonado, « **El desplazamiento forzado en México** » (conférence magistrale), 12 janvier 2023, Oaxaca, Mexique.
 62. México Unido Contra la Delincuencia, *Inventario nacional de lo militarizado. Una radiografía de los procesos de militarización*, avril 2024.
 63. 46% des projets législatifs présentés l'ont été à son initiative.
 64. Le rapport recense 19 décrets depuis 2007, exclusivement au cours du sextennat de López Obrador.
 65. Pablo Ferri, « **Morena aprueba en el Senado la adscripción militar de la Guardia Nacional** », *El País*, 25 septembre 2024.
 66. Claudia Sheinbaum, « **Toma de Protesta de Claudia Sheinbaum** » (discours), 1^{er} octobre 2024, Mexico, Mexique.
 67. Alfredo Maza, « **Sheinbaum prioriza 10 municipios más peligrosos en estrategia de seguridad de primeros 100 días** », *Animal Politico*, 7 octobre 2024.
 68. Armando Vargas, « **La estrategia de seguridad de los primeros 100 días de Sheinbaum, ¿es lo que necesitamos?** », *Animal Político*, 4 octobre 2024.
 69. Alfredo Maza, *op. cit.*, 2024.
 70. *Ibid.*
 71. Brett J. Kyle et Andrew G. Reiter, « A new dawn for Latin American militaries: Across the region, militarization is on the rise, posing a major threat to democracy and justice. What can be done? », *NACLA Report on the Americas*, 51(1), 2019, pp. 18-28.